

La gouvernance du secteur des hydrocarbures

Présentation de l'étude

Webinar du 29 novembre 2021

Organisé par l'ATPG et le Cercle Keireddine

Pourquoi cette étude ?

- Au cours de la dernière décennie de graves accusations sont lancées contre les activités amont du secteur :
 - Campagne “Winou el pétrole”,
 - Fermeture de la station d’el Kamour et
 - Instrumentalisation politique y/c par des responsables du gouvernement
- Détérioration de la confiance, départ de plusieurs compagnies, chute des activités exploration et production d’hydrocarbures (pétrole et gaz)
- Cependant, aucun audit des réserves ni aucune enquête parlementaire n’ont été menés à leur terme ou engagée ...
- Le doute s’installe, durablement si rien n’est fait

Les questions abordées par l'étude

- L'étude comprend 6 chapitres répartis en deux parties
- La première partie traite :
 - Du concept de la bonne gouvernance
 - De la gouvernance des entreprises publiques
 - De la gouvernance du secteur pétrole et gaz
- La deuxième partie traite :
 - Du cadre réglementaire et fiscal des activités du secteur
 - Du cadre institutionnel et de l'organisation du secteur
 - Des performances du secteur et de leurs impacts sur l'économie nationale

Méthodologie employée

- Travail d'analyse et de synthèse à partir des travaux publiés au cours de la dernière décennie
- Travaux de différentes institutions internationales (Banque mondiale, OCDE, FMI, PNUD, BAD ...), d'organisations nationales (HCCAF, CTGE - IACE, INLUCC...) ou de centres de recherches universitaires
- Pour la 2^{ème} partie de l'étude nous nous sommes appuyés sur différents chapitres de la *“Rétrospective du secteur tunisien de l'énergie”*

Principaux résultats de l'étude

- Les origines du concept de gouvernance
- L'absence de définition unique reconnue du concept de la gouvernance
- Les principes de base de la bonne gouvernance
- Selon la Commission de Venise *“la bonne gouvernance n’a presque jamais été utilisée dans les ordres juridiques nationaux ou même dans la jurisprudence”* des pays de l’UE
- La gouvernance est un concept multidimensionnel et la gouvernance du secteur des hydrocarbures se trouve à l’intersection de la gouvernance publique, de la gouvernance d’entreprise et de la gouvernance des industries extractives (mines, pétrole & gaz)

La gouvernance des institutions publiques

- La Constitution de 2014 consacre la gouvernance dès son préambule
- Le décret 4030-2014 définit pour la première fois le concept de gouvernance et ses principes fondamentaux
- Depuis 2013 la gouvernance publique a fait l'objet de plusieurs publications de différentes institutions internationales et organisations nationales
- Parmi les insuffisances signalées, nous retiendrons en particulier que :
 - *Les défaillances résident plus dans l'application de la Loi que dans son contenu*
 - *Les ressources mises en œuvre pour faire respecter la Loi sont insuffisantes*
 - *Le pouvoir discrétionnaire est considérable dans l'application de la Loi*
 - *Les freins et les contrepoids que pourraient exercer les organisations professionnelles, les médias et la société civile sont par contre limités*

La gouvernance d'entreprise

- Nous reprenons ici deux constats des diagnostics réalisés depuis 2014 :
 - Pour la Banque mondiale, *“Un cercle vicieux menant à une inefficacité des entreprises et à des malversations semble s’être installé en Tunisie. Cette logique montre comment un système de gouvernance mal construit à l’origine se traduit par une mauvaise gestion des ressources publiques, qui amène les Autorités à renforcer ses contrôles et qui, dans le même temps, déresponsabilisent davantage les dirigeants des entreprises”* (2014)
 - Dans un rapport de 2018, le HCCAF insiste sur *“le rôle central joué par le Conseil d’Administration dans la gouvernance d’entreprise”*. Il estime par ailleurs qu’il *“est important de faire la distinction entre les fonctions du CA et celles de la Tutelle. Le retour à la responsabilisation des dirigeants et l’allègement des contrôles de conformité apparaissent comme les clés d’une amélioration de l’efficacité des entreprises publiques”*

La gouvernance du pétrole et du gaz

- Les critiques de la gouvernance des activités pétrole & gaz ont ciblé les activités amont (exploration et production)
- De l'enquête menée en 2014 par NRGi il ressort que la gouvernance des industries extractives en Tunisie est insuffisante du fait des politiques de divulgation et des conditions générales de gouvernance jugées défailantes à insuffisantes. Alors que la gestion des entreprises publiques et le cadre institutionnel et réglementaire sont jugés plutôt satisfaisants
- L'évaluation de la gouvernance de l'ETAP, réalisée en 2016 par l'IACE et NRGi, a toutefois permis de dégager plusieurs insuffisances non négligeables. En particulier un cadre juridique et organisationnel rigide inadapté au contexte de l'investissement et un milieu informationnel peu transparent
- Enfin, malgré les réformes introduites au cours de la dernière décennie les performances et l'attractivité du secteur O&G se sont fortement dégradés avec de graves conséquences pour les finances publiques

En guise de conclusion

- Des réformes doivent être engagées pour améliorer la gouvernance du secteur des hydrocarbures, pas seulement des activités E&P mais aussi des activités aval de raffinage et de distribution. Ceci est indiscutable et plusieurs propositions ont été faite dans ce sens par différents organismes et depuis plusieurs années
- Cependant, l'efficacité de telles réformes nécessite, en même temps pour ne pas dire au préalable, la mise à niveau de la gouvernance des entreprises et institutions publiques parties prenantes, d'une part, et un renforcement significatif du rôle de contrepoids que devraient jouer les organisations professionnelles et les médias, d'autre part

***Merci pour votre attention
et votre participation !***